

ADAPTER LA GESTION DES FORÊTS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE : ANALYSE DE FSC FRANCE DU SIXIEME RAPPORT DU GIEC



La stupeur du lancement de la guerre en Ukraine le 28 février dernier a largement occulté le traitement médiatique de la publication d'une information pourtant très important pour notre avenir : les deuxièmes et troisièmes volets du sixième rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat).

Ce sixième rapport se décompose en trois volets :

- Premier volet, « Climate Change 2021: The Physical Science Basis ». Ce premier volet rassemble les aspects scientifiques du système climatique et de l'évolution du climat.
- Deuxième volet « Impacts, Adaptation and Vulnerability ». Ce deuxième volet mobilise « davantage les connaissances des sciences naturelles, écologiques, sociales et économiques que les évaluations précédentes ».
- Troisième volet, « Mitigation of Climate Change ». Ce dernier volet se concentre sur les solutions pour limiter nos émissions de gaz à effet de serre.

FSC France propose ici son analyse des trois volets de ce sixième rapports en se concentrant sur les liens que les scientifiques nous indiquent entre climat et forêt. Pour cela, nous nous sommes concentrés sur les éléments d'analyses des trois volets qui traitent des forêts, de la déforestation ou encore de la dégradation forestière. Nous nous sommes particulièrement concentrés sur les éléments suivants qui apportent des éléments précis sur notre sujet :

- Premier volet : résumé pour les décideurs politiques « *Headline Statements from the Summary for Policymakers* ».
- Deuxième volet : résumé pour les décideurs politiques « *Summary for Policymakers* ».
- Troisième volet : document technique.

Les rapports successifs du GIEC se basent sur des faits scientifiques. Même si les faits scientifiques peuvent porter un niveau d'incertitude précisés par des indices de confiance (« modéré », « élevé », « très élevé »), il ne s'agit pas d'opinion mais de science. Pour en arriver à ces conclusions, les experts du GIEC ont analysé plus de 500 000 publications scientifiques produits partout dans le monde. Notons aussi que ce travail d'analyse des experts du GIEC est fait de manière bénévole. Plus d'information [ici](#) sur la méthode de travail du GIEC.

Avertissement : cette analyse de FSC France n'est pas une analyse scientifique. Elle se base néanmoins sur une lecture attentive des productions du GIEC dont elle tente de citer les écrits de la façon la plus précise possible pour faire le lien spécifiquement entre changement climatique et forêt.

RÉSUMÉ

- Il sera très difficile, voire impossible d'atteindre les objectifs de réchauffement à **1,5°C d'ici à 2100**.
- Il nous faut d'abord **réduire de façon drastique** notre consommation d'énergie d'origine fossile.
- **Les forêts vont subir fortement** les conséquences de ce changement climatique, et les forêts tropicales à court terme.
- L'adaptation au changement climatique ne peut pas être regardée uniquement à travers le prisme du captage/stockage de carbone mais comme un tout prenant en compte **la biodiversité et les sociétés humaines** en même temps ; de façon systémique.
- Parmi les solutions, la **gestion forestière responsable** est un enjeu majeur ainsi que la **conservation et la restauration des écosystèmes**.

ANALYSE

Disons-le d'emblée, la situation climatique n'est pas bonne, et c'est un euphémisme de l'écrire ainsi.

Comme l'indique le premier volet du rapport, il sera très difficile voire impossible de tenir les engagements de la COP 21 visant à limiter le réchauffement climatique à 1,5°C d'ici à 2100. Au rythme auquel nous allons, nous orientons plutôt vers 2,5°C / 3°C, voire plus. Or, le second volet montre des conséquences d'un tel réchauffement. Et elles sont extrêmement inquiétantes. Il montre également les interactions entre changement climatique et impact sur la biodiversité et les sociétés humaines. Les impacts d'une de ces trois dimensions ayant un impact sur les autres, le rapport envisage de possibles effets démultiplicateurs. Ce deuxième volet montre aussi les moyens de nous adapter à ces changements. Il est encore possible d'agir et les solutions sont parfois de l'ordre du bon sens plutôt que de l'ordre exclusivement du technique. Enfin, le troisième volet indique que nous n'avons plus que trois ans pour atteindre le pic de la hausse de nos émissions de gaz à effet de serre avant qu'il ne soit trop tard pour répondre aux engagements de 1,5°C que 195 États de la planète avaient pris en 2015. Pour cela, ce troisième volet indique qu'il nous faut opérer des changements très importants allant de la sobriété de nos consommations (et de l'utilisation des énergies fossiles de façon drastique) au financement massif dans l'économie décarbonée d'avenir en passant par l'innovation technologique.

Le changement climatique a déjà des impacts sur les forêts

Le deuxième volet du rapport précise qu'« il est sans équivoque que **le changement climatique a déjà perturbé les systèmes humains et naturels** » et que « les perspectives de développement résilient au changement climatique seront plus limitées si les émissions actuelles de gaz à effet de serre ne diminuent pas rapidement, en particulier si le réchauffement climatique de 1,5°C est dépassé à court terme (confiance élevée) » ce qui, d'après le premier volet du rapport est très probable. **La priorité reste donc de limiter le réchauffement climatique en diminuant drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre.**

Le troisième volet du rapport précise que « le taux de déforestation, qui est à l'origine de 45 % des émissions [du système agrico-sylvicole], a généralement diminué, tandis que la couverture arborée mondiale et les niveaux du stock végétal forestier mondial sont probablement en augmentation (confiance moyenne) ». Cependant, « il existe des différences régionales importantes, les pertes de carbone liées [à la forêt et l'agriculture] étant généralement observées dans les régions tropicales [Asie, Afrique et Amérique du Sud] et les gains dans les régions tempérées et boréales ». Mais, « le maintien à long terme de faibles taux de déforestation est un défi. La déforestation en Amazonie a encore augmenté au cours des quatre dernières années. D'autres régions du monde sont également confrontées à une déforestation constante, voire en augmentation rapide ».

D'après le deuxième volet, **les impacts du changement climatique sont déjà visibles**, particulièrement pour les forêts tropicales : « Des dommages économiques dus au changement climatique ont été détectés dans les secteurs exposés au climat, avec des effets régionaux sur [...] la sylviculture [...] (confiance élevée) » et « les écosystèmes qui atteignent ou dépassent déjà les limites d'adaptation comprennent [...] certaines forêts tropicales (confiance élevée) ».

Mais, au-delà des forêts tropicales, le GIEC précise que « **le changement climatique prévu, combiné à des facteurs non climatiques, entraînera la perte et la dégradation d'une grande partie des forêts de la planète** (confiance élevée) ».

Notre adaptation passe par une approche systémique du sujet des forêts

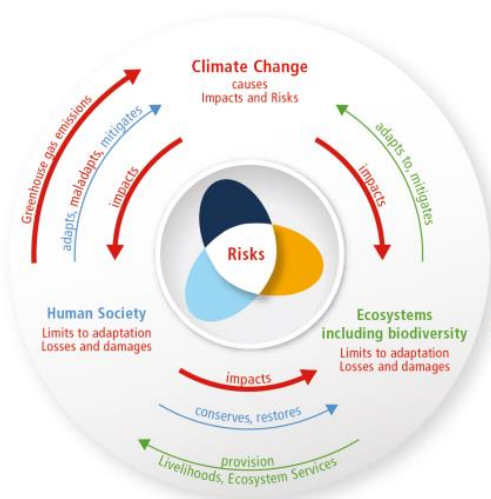
Etant donné que « les risques à court terme de perte de biodiversité sont modérés à élevés dans les écosystèmes forestiers (confiance moyenne) », l'enjeu de **la préservation des écosystèmes forestiers doit être considérée au même titre que les enjeux de séquestration et stockage de carbone**. D'autant que le GIEC précise que les interactions entre changement climatique et perte de biodiversité entraîneront un effet boule de neige qui sera « de plus en plus complexe et difficile à gérer ».

Pour cela, le deuxième volet du rapport le précise dès l'introduction, il nous faut avoir **une approche systémique des défis auxquels nous sommes confrontés. Il faut pouvoir appréhender les enjeux environnementaux, économiques et sociaux de front, en même temps et non de façon compartimentée** : « l'évaluation des incidences et des risques liés au changement climatique, ainsi que de l'adaptation à ce changement, s'inscrit dans le cadre de tendances mondiales non climatiques qui se développent simultanément, telles que la perte de biodiversité, la **consommation globale non durable des ressources naturelles**, la dégradation des terres et des écosystèmes, l'urbanisation rapide, les changements démographiques, les inégalités sociales et économiques et une pandémie ».

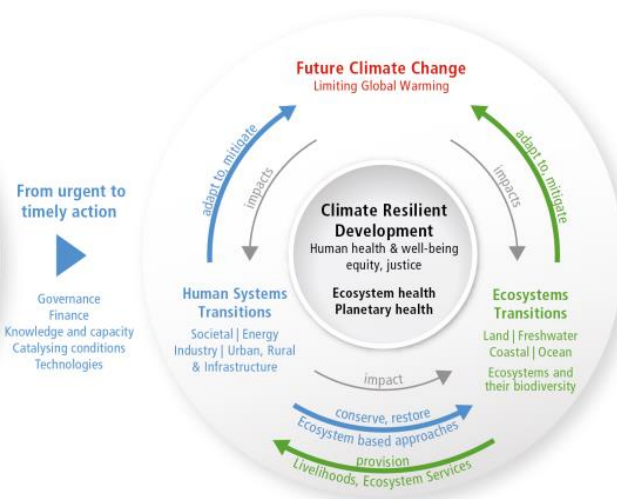
Cette approche systémique est résumée en un schéma simple qui montre la **forte interdépendance entre changement climatique, société humaine et écosystèmes**. Face aux réalités du changement climatique déjà en cours, ce schéma montre également la nécessité de s'adapter en assurant la conservation, la restauration et la gestion responsable des écosystèmes.

From climate risk to climate resilient development: climate, ecosystems (including biodiversity) and human society as coupled systems

(a) Main interactions and trends



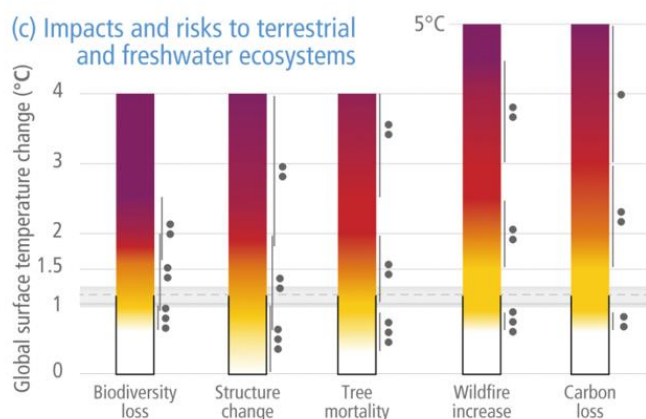
(b) Options to reduce climate risks and establish resilience



The risk propeller shows that risk emerges from the overlap of:



Cette approche est particulièrement évidente pour les forêts qui concentrent une part importante de la biodiversité terrestre, captent et stockent le carbone, stabilisent les sols, épurent l'eau et permettent à de nombreuses populations de vivre grâce aux produits qu'elles fournissent.



Sur ce sujet, le schéma ci-contre précise que l'impact sur la mortalité des arbres sera important, mais que l'impact sera encore plus fort sur la biodiversité.

A partir de ce constat, le GIEC indique que « la sauvegarde de la biodiversité et des écosystèmes est fondamentale pour un développement résilient au changement climatique, compte tenu des menaces que le changement climatique fait peser sur eux et de leur rôle dans l'adaptation et l'atténuation (confiance très élevée) ».

Les forêts ont un rôle à jouer pour lutter contre le changement climatique

Le troisième volet du rapport indique que “Le secteur [...] de la sylviculture [...] offre d'importantes possibilités d'atténuation tout en fournissant de la nourriture, du bois et d'autres ressources renouvelables ainsi que la conservation de la biodiversité, à condition que le secteur s'adapte au changement climatique.” Pour les scientifiques, des actions telles que la restauration des forêts ou encore l'utilisation de la biomasse peuvent être des outils utiles pour lutter contre le changement climatique. « Entre 2020 et 2050, les mesures d'atténuation dans les forêts et autres écosystèmes naturels représentent [en effet] la plus grande part du potentiel d'atténuation du [système agro-sylvicole]”.

Mais elles ne pourront pas tout faire pour nous !

D'abord, les scientifiques l'indiquent dans tous les volets de ce rapport et dans les rapports précédents qu'il est urgent de diminuer drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre d'origine fossile.

Ensuite le troisième volet précise que « sur le très long terme, ces puits [de carbone dont les forêts] finiront par saturer (confiance élevée) ». De plus, « l'utilisation de la bioénergie peut entraîner une augmentation ou une réduction des émissions, en fonction de l'ampleur du déploiement, de la technologie de conversion, du combustible utilisé et de la manière et du lieu de production de la biomasse (confiance élevée) ». Le deuxième volet met également en garde contre certaines solutions qui peuvent participer à l'aggravation des difficultés auxquelles nous faisons face : « Le déploiement du boisement de terres naturellement non boisées, ou une mauvaise mise en œuvre de la bioénergie, avec ou sans capture et stockage du carbone, peut aggraver les risques liés au climat pour la biodiversité, l'eau et la sécurité alimentaire, ainsi que les moyens de subsistance, surtout s'ils sont mis en œuvre à grande échelle, notamment dans les régions où le régime foncier est peu sûr (confiance élevée). »

L'importance de la gestion responsable des forêts

Le troisième volet indique que « lorsqu'elles sont mises en œuvre avec soin et de manière appropriée, les mesures d'atténuation [agricoles et forestières] sont en mesure de fournir des co-bénéfices substantiels [...]. Si les mesures [Agricultures et forestières] sont mal déployées, alors, lorsqu'elles sont associées au besoin croissant de produire suffisamment de nourriture, d'aliments pour animaux, de combustible et de bois, elles peuvent exacerber les besoins d'arbitrage avec la conservation des habitats, l'adaptation, la biodiversité et d'autres services. Dans le même temps, la capacité des terres à assurer ces fonctions peut être menacée par le changement climatique (confiance élevée).

Et le deuxième volet de préciser que **« l'adaptation des forêts naturelles comprend des mesures de conservation, de protection et de restauration. Dans les forêts gérées, les options d'adaptation comprennent la gestion durable des forêts, la diversification et l'ajustement de la composition des espèces d'arbres pour renforcer la résilience, et la gestion des risques accrus liés aux parasites et aux maladies ainsi qu'aux incendies de forêt. La restauration des forêts naturelles et des tourbières drainées, ainsi que l'amélioration de la durabilité des forêts gérées, renforcent généralement la résilience des stocks et des puits de carbone ».**

Et d'insister sur la nécessité de favoriser un dialogue et une inclusion des populations concernées : **« La coopération et la prise de décision inclusive avec les communautés locales et les peuples indigènes, ainsi que la reconnaissance des droits inhérents des peuples indigènes, font partie intégrante de la réussite de l'adaptation des forêts dans de nombreuses régions (confiance élevée) ».** Pour cela, une gouvernance inclusive prenant en compte les enjeux, les besoins et les réalités de tous les acteurs sera nécessaire : **« Le développement résilient au changement climatique est possible lorsque les gouvernements, la société civile et le secteur privé font des choix de développement inclusifs qui donnent la priorité à la réduction des risques, à l'équité et à la justice, et lorsque les processus décisionnels, les financements et les actions sont intégrés à tous les niveaux de gouvernance, dans tous les secteurs et dans tous les délais (confiance très élevée). »**

Une lueur d'espoir ?

Même si les voyants sont au rouge, les scientifiques du GIEC font état de démarches allant dans la bonne direction qu'il s'agit de soutenir. Ainsi le troisième volet indique que « Parmi les exemples de politiques et de mesures efficaces, citons l'établissement et **le respect des droits fonciers et la sylviculture communautaire, l'amélioration de la gestion agricole et l'intensification durable, la conservation de la biodiversité, le paiement des services écosystémiques, l'amélioration de la gestion forestière et de l'utilisation de la chaîne du bois, la bioénergie, les efforts volontaires de gestion de la chaîne d'approvisionnement, les campagnes sur le comportement des consommateurs, le financement privé et les efforts réglementaires conjoints.** Et de constater que les entreprises prennent des mesures « pour limiter les émissions, investir dans la reforestation et développer des chaînes de valeur neutre en carbone, comme l'utilisation du bois dans la construction ». Ces mesures doivent donc être encouragées.

Les adhérents de FSC élaborent et font évoluer depuis 1994 un référentiel de gestion forestière basé sur la science et prenant en compte les enjeux environnementaux, économiques et sociaux décrits dans ce rapport grâce à une gouvernance ouverte et équilibrée. Ce 6^{ème} rapport du GIEC confirme que non-seulement cette approche systémique et inclusive est plus que jamais d'actualité, mais qu'elle devient

même indispensable et urgente pour permettre à la fois l'atténuation des impacts du changement climatique et l'adaptation de nos forêts et de nos sociétés.

Cette thématique d'adaptation des pratiques sylvicoles pour mieux prendre en compte les impacts des changements climatiques sur le peuplement et sur la conservation de la biodiversité est d'ailleurs au centre de la révision actuellement en cours du référentiel FSC pour la France métropolitaine.

Pour en savoir plus sur la certification de gestion forestière FSC, [cliquez ici](#).

ALLER PLUS LOIN

De nombreuses analyses de ces documents parfois très techniques ont été proposées afin de les vulgariser et d'en diffuser les conclusions au plus grand nombre. Voici ici une liste non exhaustive de ces analyses disponibles gratuitement :

- WWF France, 9 août 2021, « Le dernier rapport du GIEC confirme ses pires prévisions : le WWF appelle à des “efforts colossaux et urgents” pour limiter le réchauffement climatique » ;
- BonPote, 12 août 2021, « Synthèse et analyse du nouveau rapport du GIEC » ;
- CNRS Le Journal, 28 février 2022, « Nouveau rapport du Giec sur le climat : “la situation s’est significativement aggravée” » ;
- BonPote, 4 avril 2022 « Nouveau rapport du GIEC : agir coûtera moins cher que le Business as Usual » ;
- CNRS Le Journal, 4 avril 2022, « Il existe des options pour réduire les émissions de GES dans tous les secteurs » ;
- Pour un réveil écologique, Infographie, avril 2022, « 10 POINTS CLÉS (GIEC, AR6 WG3) ».